

horreurs de la pollution. Bien qu'il ne propose pas beaucoup de solutions, celles-ci sont assez évidentes.

Nous devons prendre tout d'abord des mesures immédiates et efficaces pour enrayer la pollution dès maintenant. Il nous faut montrer la voie à suivre. Ne consultons pas le Pérou, mais conseillons-le plutôt. Disons à la grande république américaine au Sud de nos frontières, fort critiquée aujourd'hui sur tous les plans, qu'elle ne fait pas honneur à ses obligations internationales.

Que faisons-nous pour satisfaire à nos obligations? Je pense que la république au Sud du Canada—elle a les moyens—est disposée à acheter de l'eau douce si nous trouvons un procédé pratique de lui en fournir. A mon avis, nous pourrions ainsi financer les mesures mêmes que je recommande.

On a fait beaucoup de recherches mais, jusqu'ici, elles n'ont rien suscité. Comme nous devons faire des recherches encore plus approfondies, pourquoi ne pas donner à nos jeunes l'occasion d'étudier le contrôle des eaux et les méthodes judicieuses de conservation? Afin d'y arriver, nous aurons à consacrer plus de fonds à la recherche au Canada. Nous avons besoin d'autres bourses d'étude dans les universités canadiennes. Si nous n'avons pas de diplômés pour le contrôle des eaux, supplions nos universités d'ouvrir des écoles afin d'enseigner à nos jeunes l'essentiel sur l'eau et sa conservation.

Le problème de la pollution est si considérable qu'à mon avis, il nous faudrait des centaines de spécialistes pour s'y attaquer. Formons nos jeunes et donnons-leur du travail. Il y a les ressources en eau et la nécessité de les conserver; nous avons des jeunes gens capables et intelligents qui ont suffisamment d'aplomb pour se charger de cette responsabilité. Ce qu'ils attendent de nous c'est que nous les dirigeons. Ils veulent bien se faire couper les cheveux et se remettre à travailler. Ils ne veulent pas flâner comme ils pensent qu'on le fait ici. Mais ils en ont assez de ce que le gouvernement ne sache pas diriger, et moi aussi. Je ne pourrais pas aller à Yorkville dire à ces jeunes qu'ils ont tort et que nous avons raison parce que, dans le cas présent, je crois que nous avons tort.

Ce n'est pas aux provinces de prendre l'initiative en ce domaine mais il leur appartient de collaborer avec le gouvernement fédéral pour élaborer un plan national de conservation des eaux que les provinces puissent accepter. Nous ne pouvons certainement pas faire passer les responsabilités financières aux provinces et aux municipalités qui supportent déjà un très lourd fardeau de dettes. Même si nous n'avons pas pris la tête du mouvement dans des domaines comme le logement, les

[M. Bigg.]

transports interurbains et d'autres encore, chargeons-nous de cette responsabilité. Nous avons le champ parfaitement libre.

Je le répète, aucun obstacle constitutionnel ne s'oppose à la lutte contre la pollution. La principale difficulté est de trouver l'argent. Si en premier lieu nous avons un plan sensé pour combattre la pollution, je prétends que les ressources en eau que nous cherchons à protéger et à conserver paieront les dépenses des travaux à entreprendre. Après les ressources humaines, l'eau est peut-être notre plus importante ressource nationale et nous avons la main-d'œuvre. Faisons travailler nos jeunes gens à la régénération des cours d'eau et à la guerre contre la pollution. Le gouvernement trouverait ainsi une collaboration qu'il n'aurait pas cru possible.

La question dépasse les intérêts partisans et elle devrait intéresser chaque député au plus haut point. Chaque ministère devrait aussi s'en occuper. Des orateurs précédents ont dit que le ministère des Pêches et des Forêts est concerné assez directement pour appliquer des lois anti-pollution sans se heurter à aucune difficulté constitutionnelle. Dire que des problèmes de cette nature existent, c'est tenter de nous prendre pour des poissons, ce qui serait une spécialité du ministère des Pêches. Que les députés cessent de parler ainsi.

Le chômage s'étend au Canada au point d'affecter à présent 6 p. 100 de la main-d'œuvre. Affectons-en 3 p. 100 à des travaux en rapport avec la conservation des eaux. Cette mesure constituerait un remède direct au problème du chômage et c'est bien d'initiatives de ce genre dont nous avons besoin. Ce serait un investissement national, même s'il requerrait un certain courage.

Je n'ai pas l'intention de jouer les prophètes Jérémie que personne n'écoute. Je me sens confirmé dans mes vues par certains propos tenus par le premier ministre (M. Trudeau) et il me semble qu'il serait bon de citer ceux-ci. Le premier ministre a dit:

● (2.30 p.m.)

Nous savons tous combien il est facile de gaspiller notre héritage par un comportement à courte vue vis-à-vis des problèmes du développement industriel et commercial. Depuis quelques années, de nombreux Canadiens, certaines industries et tous les échelons de gouvernement sont devenus plus conscients des dangers d'une mauvaise gestion des ressources et de la pollution.

Le premier ministre (M. Trudeau) sait donc, et chacun de ses ministres aussi, je suppose, quels seront en définitive les effets de la pollution. Tous les députés devraient les connaître, sinon ils pourraient se contenter de lire